

**ROYAUME DU MAROC**  
**AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU**



**APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DE PRIX**  
**N°75/2024/ABHS**

**FOURNITURE ET INSTALLATION DE STATIONS TELEPHERIQUES  
FIXES POUR LA MESURE DU DEBIT D'EAU AU NIVEAU DE DEUX  
STATIONS HYDROLOGIQUES DANS LE BASSIN HYDRAULIQUE DU  
SEBOU**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

Année 2024

## Sommaire

<b>ARTICLE 01 :</b>	<b>Objet du règlement de la consultation .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 02 :</b>	<b>Maître d'ouvrage.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 03 :</b>	<b>Conditions requises des concurrents .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 04 :</b>	<b>Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 05 :</b>	<b>Composition du dossier d'appel d'offres .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 06 :</b>	<b>Modification dans le dossier d'appel d'offres .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 07 :</b>	<b>Répartition en lots.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 08 :</b>	<b>Demandes d'éclaircissement ou de renseignement et information des concurrents</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 09 :</b>	<b>Présentation des dossiers des concurrents .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 :</b>	<b>Dépôt des plis des concurrents .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 :</b>	<b>Retrait des plis .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 :</b>	<b>Délai de validité des offres .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 :</b>	<b>Préférence nationale .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 :</b>	<b>Dépôt et retrait des prospectus, notices ou autres documents techniques. ....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15 :</b>	<b>Prospectus, notices ou autres documents techniques .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 :</b>	<b>Evaluation des offres techniques .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 17 :</b>	<b>Evaluation et comparaison des offres .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 :</b>	<b>Offres anormalement basse ou excessive .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 19 :</b>	<b>Monnaie de formulation des offres.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 20 :</b>	<b>Langue d'établissement des pièces et des offres .....</b>	<b>14</b>

## **ARTICLE 01 : Objet du règlement de la consultation**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix ayant pour objet : la fourniture et installation de stations téléphériques fixes pour la mesure du débit d'eau au niveau de deux stations hydrologiques dans le bassin hydraulique du Sebou.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue.

Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

## **ARTICLE 02 : Maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou

## **ARTICLE 03 : Conditions requises des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2.22.431 précité :

1-Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 152 du décret n° 2.22.431 précité;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

**Conformément aux dispositions de l'accord de prêt n°9581-MA relatif au programme «sécurité et résilience de l'eau au Maroc», conclu entre le Royaume du Maroc et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, ne sont pas éligibles à participer à la présente consultation les entreprises figurant**

dans la liste des entreprises et des personnes exclues ou suspendues par la Banque Mondiale. Cette liste est consultable sur le lien suivant : [www.worldbank.org/debarr](http://www.worldbank.org/debarr)

#### **ARTICLE 04 : Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

##### **A. Un dossier administratif comprenant :**

##### **1) Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :**

- a) **La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés** à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - S'il s'agit d'un autoentrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
    - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
    - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
  - S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b) **La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique**, conforme au modèle figurant au présent règlement de la consultation, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés public ;
- c) **le cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances N° 1692-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

- d) La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

**2) Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :**

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.  
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- d) Des copies certifiées conformes à l'original des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, le cas échéant ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**3) Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret n° 2-22-431.  
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.  
L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.
- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**4) Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**

Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

Lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**5) Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :**

Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

Lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

**B. Un dossier technique comprenant :**

- a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;
- b- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées.

Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Les concurrents qui ne présentent pas au moins une (01) attestation de référence dans le domaine de la fourniture et l'installation de matériel de mesure des eaux ou de treuils ou stations téléphériques seront écartés.

Il est à signaler qu'en cas de groupement, les dispositions de l'article 150 du décret n° 2.22.431 précité seront appliquées.

- ✓ Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- ✓ Le règlement de consultation paraphé et signé et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

### **C. L'offre technique.**

L'offre technique doit comporter :

#### **1. Note sur la solution technique d'installation :**

Cette note doit comporter les fiches relatives à chaque site d'installation avec photographie et solutions techniques adaptées et argumentées par des schémas synoptiques.

#### **2. Note sur l'équipe du projet :**

Le concurrent devra présenter une note décrivant l'équipe du projet composée de :

- Un chef de projet qui doit être ingénieur ou similaire en génie mécanique, en génie électrique ou équivalent ayant une expérience dans l'installation de matériel de mesure des eaux ou d'installation de stations ou treuils téléphériques ou de treuils ;
- Un technicien en génie mécanique ou équivalent ayant une expérience dans l'installation de matériel de mesure des eaux ou d'installation de stations ou de treuils téléphériques ;
- Un technicien en génie électrique ou équivalent ayant une expérience dans l'installation de matériel de mesure des eaux ou d'installation de stations ou de treuils téléphériques ;

Cette note doit contenir un tableau bien renseigné et récapitulant les qualifications des membres de l'équipe (voir tableau ci-dessous)

<b><i>Poste</i></b>	<b><i>Nom et prénom</i></b>	<b><i>Diplôme</i></b>
<b>Chef de projet</b>		
<b>Technicien en génie mécanique</b>		
<b>Technicien en génie électrique</b>		

#### **➤ Copie des diplômes**

Pour chaque membre de l'équipe du projet, le concurrent doit présenter le diplôme ou sa copie.

#### **➤ Les CVs des membres de l'équipe**

Pour chaque membre de l'équipe du projet, le soumissionnaire doit présenter un curriculum vitae décrivant les expériences professionnelles de chaque membre, notamment celles qui sont dans les domaines liés à la prestation objet de cet appel d'offre. Les CVs doivent obligatoirement respecter le modèle joint au présent règlement de consultation (annexe 1).

### ➤ Les déclarations de la CNSS

Pour le chef du projet, le concurrent doit présenter une copie des attestations de déclaration à la CNSS pour les 3 derniers mois. Si le chef de projet est le gérant, il doit présenter l'attestation de gérance.

Pour les autres membres de l'équipe du projet, le concurrent doit présenter une copie des attestations de déclaration à la CNSS pour les 3 derniers mois ou à défaut une copie du contrat liant le technicien au concurrent,

#### **N.B :**

- La non-présentation de l'un de ces 3 documents (diplôme, CV, CNSS ou attestation de gérance pour le chef du projet et CNSS ou contrat pour les techniciens) pour tous les membres de l'équipe, entrainera **l'écartement du concurrent**.

- La non-conformité du diplôme présenté par rapport à celui demandé entrainera **une note zéro pour le membre concerné** dans la notation de l'équipe du projet.

#### **D. Une offre financière comprenant :**

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

a- **L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres..

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n° 2-22-431, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

**b- le bordereau des prix - détail estimatif des prix.**

Les prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail estimatif le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 05 : Composition du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :



1. Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
2. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales, y compris le bordereau des prix formant détail estimatif ;
3. Le modèle de l'acte d'engagement ;
4. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
5. Le présent règlement de la consultation.

#### **ARTICLE 06 : Modification dans le dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (07) jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents, ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres, doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

#### **ARTICLE 07 : Répartition en lots**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

#### **ARTICLE 08 : Demandes d'éclaircissement ou de renseignement et information des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2.22.431 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes

formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

#### **ARTICLE 09 : Présentation des dossiers des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, le dossier présenté par chaque concurrent contient trois enveloppes électroniques distinctes :

**La première enveloppe** contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être constituée par voie électronique. Cette enveloppe doit être signée électroniquement et porter de façon apparente, la mention « dossiers administratif et technique ».

**La deuxième enveloppe** contient les pièces de l'offre technique du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être signée électroniquement et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

**La troisième enveloppe** contient les pièces de l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être signée électroniquement et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

**Chaque pièce doit être signée électroniquement par le concurrent ou la personne habilitée à le représenter.**

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli électronique fermé, et déposé au niveau du Portail Marocain des Marchés Publics, portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

#### **ARTICLE 10 : Dépôt des plis des concurrents**

Les concurrents sont tenus de déposer obligatoirement leurs offres par voie électronique, conformément de l'article 9 de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du Hija 1444 (23 juin 2023), relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Le délai pour le dépôt des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 11 : Retrait des plis**

Tout pli déposé peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus.

#### **ARTICLE 12 : Délai de validité des offres**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai qui sera fixé par le M.O.

#### **ARTICLE 13 : Préférence nationale**

Lorsque des concurrents non installés au Maroc soumissionnent aux marchés de travaux, de fournitures ou de services, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

La préférence nationale sera appliquée tel qu'indiquer dans l'article 147 du Décret n° 2.22.431.

#### **ARTICLE 14 : Dépôt et retrait des prospectus, notices ou autres documents techniques.**

Conformément aux dispositions de l'article 37 du décret n° 2.22.431 précité, les concurrents sont tenus de présenter un dossier des prospectus, notices ou autres documents techniques dans un pli distinct.

Les prospectus, notices ou autres documents techniques sont mis dans un pli distinct déposé au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception ou remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres.

Ce pli doit être fermé et porter de façon apparente la mention « prospectus, notices ou autres documents techniques ».

A leur réception, le maître d'ouvrage procède à l'enregistrement des plis portant la mention « prospectus, notices ou autres documents techniques », dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 4 du présent décret, en y indiquant le numéro d'enregistrement et la date et l'heure d'arrivée.

Les prospectus, notices ou autres documents techniques déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour et avant l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait des prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial. Les concurrents ayant retiré leurs prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues ci-dessus.

Il est procédé à l'examen des prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues à l'article 40 du décret n° 2.22.431 précité.

### **ARTICLE 15 : Contenu et évaluation des prospectus, notices ou autres documents techniques**

Le concurrent devra présenter un document, portant son cachet, contenant :

- La description technique détaillée des équipements objet de l'offre, cités dans la liste du tableau de conformité (voir tableau de conformité en annexe 2) appuyée de prospectus, catalogues, certificats de qualité ... etc.
- Un tableau de conformité : tableau à quatre colonnes, dans lequel le titulaire reprend la désignation du matériel du présent appel d'offre (colonne 1), les caractéristiques et les fonctionnalités demandées dans le CPS (colonne 2), la référence commerciale du matériel proposé par le concurrent (colonne 3), les caractéristiques des prestations proposées (colonne 4), (voir tableau de conformité en annexe 2).

NB : le concurrent se limitera, pour l'établissement du tableau de conformité aux spécifications techniques décrites dans le l'annexe 2.

Seuls les prospectus des concurrents ayant été admis à l'issu de l'examen des dossiers administratif et technique seront ouverts.

### **ARTICLE 16 : Evaluation des offres techniques**

L'examen des offres techniques concerne les seuls concurrents admis à l'issu de l'examen des prospectus.

#### **- Note technique (100 points) :**

La note technique sera donnée à la suite de l'évaluation des membres de l'équipe du projet qui sera effectuée comme suit :

<b>Poste</b>	<b>Profil et qualification</b>	<b>Expérience</b>	<b>Référence similaire</b>
<b>Chef de projet (48 points)</b>	Ingénieur en génie mécanique, en génie électrique ou équivalent	<b>3 points par année dans la limite de 24 points</b>	<b>5 points par référence similaire dans la limite de 24</b>
<b>Technicien en génie mécanique (26 points)</b>	Technicien en génie mécanique ou équivalent	<b>2 points par année dans la limite de 14 points</b>	<b>3 points par référence similaire dans la limite de 12</b>
<b>Technicien en génie électrique (26 points)</b>	Technicien en génie électrique ou équivalent	<b>2 points par année dans la limite de 14 points</b>	<b>3 points par référence similaire dans la limite de 12</b>

**N.B :**

- La non-présentation de l'un de ces 3 documents (diplôme, CV, CNSS ou attestation de gérance pour le chef du projet et CNSS ou contrat pour les techniciens) pour tous les membres de l'équipe, entraînera **l'écartement du concurrent**.

- La non-conformité du diplôme présenté par rapport à celui demandé entraînera **une note zéro pour le membre concerné** dans la notation de l'équipe du projet.

Les dossiers ne respectant pas les conditions suscitées ou ne présentant pas l'un des documents demandés dans **l'article 16 seront écartés**.

**Les concurrents ayant une note technique inférieure à 70 seront écartés.**

### **ARTICLE 17 : Evaluation et comparaison des offres**

Les offres seront examinées, conformément aux dispositions des articles 21, 38, 39, 40, 41, 42, 43, et 44 du décret n° 2.22.431 et seront jugées sur la base des critères techniques et financiers. Le jugement des offres sera effectué par la commission d'appel d'offres ou une sous-commission désignée à cet effet et se déroulera en trois phases :

A la première phase seront ouverts les dossiers administratifs et techniques. Une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les prospectus, notices ou autres documents techniques des soumissionnaires retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique conformément à l'article 40 du décret n° 2.22.431 précité ;

Dans une deuxième phase, une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les offres techniques des soumissionnaires retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique et des prospectus, notices ou autres documents conformément à l'article 41 du décret n° 2.22.431 précité et de l'article 18 du présent règlement de consultation.

Dans une troisième phase, les offres financières des concurrents retenus à l'issue de l'examen des offres techniques seront ouvertes.

### **Jugement global et définitif des offres**

Après admission des concurrents, l'attribution du marché se fait sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse telle que définie aux articles 43 et 44 du décret n° 2.22.431.

### **ARTICLE 18 : Offres anormalement basse ou excessive**

(Article 44 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics)

#### **Offre excessive**

L'offre est jugée excessive lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée excessive, elle est écartée par la commission d'appel d'offres.

#### **Offre anormalement basse**

L'offre est jugée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de vingt-cinq pour cent (25%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée anormalement basse, elle est écartée par la commission d'appel d'offres.

### **Prix unitaires principaux excessifs ou anormalement bas**

Le CPS du présent appel d'offres ne prévoit pas des prix unitaires principaux.

**ARTICLE 19 : Monnaie de formulation des offres**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 précité, pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

**ARTICLE 20 : Langue d'établissement des pièces et des offres**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 précité, la langue dont laquelle doivent être établis les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française ou arabe.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
 <p>Directeur de L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Signé: Khalid EL Ghomari</p>	

## ANNEXE 1 - CURRICULUM VITAE (CV)

AO : ...../2024/ABHS

### FOURNITURE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DE TELEMESURE HYDROLOGIQUE AU NIVEAU DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU TRANCHE 1

Poste dans l'équipe du projet pour la présente étude :

Soumissionnaire :

Nom de l'employé :

#### Principales Qualifications :

[Donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui / elle lors des missions antérieures, en précisant la date et le lieu.]

#### Formation :

[Résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus et les dates d'obtention des diplômes.]

**Expérience professionnelle :**

[Donner l'historique des emplois occupés, y compris pour l'emploi actuel, par l'employé avec indication des employeurs, des postes occupés chez l'employeur et des dates d'occupation de ces postes]

**Liste des projets/Etudes professionnel :**

[Renseigner le tableau ci-après pour les prestations auquel le membre de l'équipe a participé]

Date (*)	Nom du projet (*)	Maitre d'ouvrage (*)	Société (Employeur) (*)	Poste occupé (par le membre) (*)

(\*) : champ obligatoire à renseigner



## ANNEXE 2 : TABLEAU DE CONFORMITE

Equipement	Spécifications demandées	Référence commerciale proposée	Spécifications proposées
Treuil téléphérique électrique	<p>Le treuil double électrique devra comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Compteur de distance ;</li> <li>▪ Compteur de profondeur ;</li> <li>▪ Moteur électrique : Moteur à courant alternatif compatible avec le réseau électrique marocain (220V/50Hz).</li> <li>▪ La vitesse devra être réglable en continu entre 0 et 50 cm/s ;</li> <li>▪ Avec possibilité de commande manuelle notamment de cas de coupure de courant.</li> <li>▪ Avec terminal de commande portable disposant d'un interrupteur type joystick et d'un interrupteur d'arrêt d'urgence.</li> </ul>		
Torpille en plomb pour la mesure des eaux (saumon)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conçus pour la mesure de vitesse d'eau des cours d'eau ;</li> <li>▪ Poids : 100 kg ;</li> <li>▪ Matériau : cadre en laiton coulé dans du plomb dur ;</li> <li>▪ Vitesse d'écoulement : jusqu'à 10 m/s ;</li> <li>▪ Détecteur de fond : avec contact de fond.</li> </ul>		
Caisse de moulinet	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Adaptée à la mesure de la vitesse du courant et au montage sur saumon ;</li> <li>▪ Composée au moins du corps du moulinet et de 2 hélices de mesure ;</li> <li>▪ Plage de mesure : 0,025 - 10 m/s ;</li> <li>▪ Technologie de mesure : mécanique ;</li> <li>▪ Diamètre d'hélice : une hélice 80 mm et une hélice 125 mm ;</li> <li>▪ Matériau hélice : aluminium anodisé ;</li> <li>▪ Forme du corps du moulinet : rond et aérodynamique ;</li> <li>▪ Matériau du corps : acier inoxydable.</li> </ul>		